

**Promouvoir une authentique communauté épistémique
d'analystes du renseignement (CEDAR) :
étude comparée (États-Unis, France, Grande-Bretagne)**

Consultance au profit de la DAS, 22 janvier 2014

Sébastien Laurent

Professeur à la Faculté de droit et de science politique de l'Université de Bordeaux

Membre du conseil scientifique du Conseil Supérieur de la Formation et de la Recherche Stratégique (CSFRS)

Membre de l'editorial board de la revue *Intelligence and National Security*

sebastien.laurent@u-bordeaux.fr

Sommaire

En guise d'introduction : y a-t-il une « communauté du renseignement » en France ?

1. La formation historique du travail analytique

1.1. Les origines universitaires de l'analyse anglo-saxonne et militaire de l'analyse française

1.2. Peut-on parler de « corps professionnels » pour les analystes ?

2. L'analyse au travail

2.1. Quand le renseignement défaille : ce que les « biais » disent de l'analyse

2.2. La nécessité d'une évaluation individuelle et collective de l'analyse avant diffusion

2.3. La relation complexe de l'analyse avec le décideur politique : illusoire et impossible neutralité

2.4. L'idéal de l'analyse

3. Comment faire naître une réelle « communauté épistémique » d'analyse du renseignement en France ?

3.1. La nécessité d'une réflexion professionnelle critique sur l'analyse et d'une recherche sur le renseignement...

3.2. ...ainsi que la valorisation de dispositifs d'encouragement à la recherche nécessaires pour l'analyse

3.3. ...permettant de mettre en place une authentique formation continue, ouverte sur les sciences sociales et sur le monde

Conclusion

* Bibliographie

* Table des matières

En guise d'introduction : y a-t-il une « communauté du renseignement » en France ?

Les analystes constituent le cœur des services de renseignement¹. Bien qu'ils ne forment pas la majorité des effectifs, ils sont ceux qui participent directement au « cycle du renseignement » et élaborent le « renseignement » destiné à être exploité par le décideur. Ce faisant, ils sont ceux qui donnent sens à la mission de ces services dont ils assurent la finalité principale : renseigner. Les analystes - terme d'origine étatsunien, là où la France a employé plus souvent celui d' « exploitant », avant d'avoir adopté l'anglicisme – sont certainement ceux des membres des « services » qui sont les moins connus et sur qui la littérature académique est la plus discrète, sinon silencieuse. Très souvent, trop souvent la littérature utilise une synecdoque en parlant de « services de renseignement », de « renseignement »,..etc là où en fait elle fait référence aux analystes, mais la rareté de l'information l'empêche d'aller plus loin.

L'objectif de cette étude est d'utiliser la comparaison entre trois pays, les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne pour mieux cerner la spécificité de l'analyse au sein des « services » et essayer de dégager des bonnes pratiques en matière d'amélioration de la fonction de connaissance. On précise d'emblée que le périmètre de ce travail, déjà fort large, n'inclut pas les processus de traitement technique de l'information et du renseignement, mais **est centré sur le recrutement, la formation** (initiale et continue) **des analystes, ainsi que sur le travail analytique *per se***. En outre, notre approche s'inscrit dans une **démarche à portée sociologique et organisationnelle**, car nous sommes convaincus de la nécessité absolue de ne pas essentialiser le travail analytique, mais de le rapporter sans cesse à son cadre d'expression quotidien qui est celui de groupes professionnels singuliers et d'administrations (bureaucratiques). Nous pensons *a contrario* qu'une approche méconnaissant dans le détail ces deux dernières dimensions du processus analytique passe totalement à côté de l'analyse telle qu'elle est et privilégie alors une vision théorique de l'analyse qui est d'un apport faible pour comprendre la réalité et donc pour penser éventuellement la modifier.

Dès le titre et dans les pages qui suivent, l'expression de « communauté épistémique » est mise en avant. En effet, il paraît important de saisir d'emblée l'une des spécificités des analystes qui est fondée sur une compétence particulière, la connaissance. Tous ceux qui participent au

¹ . On emploiera ici indifféremment les expressions de « service », « organe », « agence » de renseignement.

processus analytique appartiennent à cette communauté qui est agrégée autour de cette dimension, sans pour autant que cela postule une forme d'intégration, à la différence de ce que le terme de « communauté » indique implicitement. L'essentiel de cette « communauté épistémique » est situé au sein des agences où se trouvent les analystes. Mais à notre sens, elle regroupe également, ainsi que nous le verrons dans les pages qui suivent, l'ensemble de ceux qui participent au processus analytique, que ce soit en amont, en participant à la formation (y compris à l'extérieur des organisations de renseignement) ou en aval, ceux qui participent à l'exploitation du renseignement (conseillers des décideurs et ce que nous avons appelé le « dispositif de renseignement » en 2.3). La **communauté épistémique du renseignement** regroupe donc **l'ensemble des acteurs individuels et collectifs qui**, directement ou indirectement, participent à la formation des analystes, à la production de l'analyse elle-même, enfin à son exploitation.

Ceci permet de préciser que nous nous tiendrons à distance de l'expression de « communauté du renseignement », expression couramment employée par de nombreux auteurs français, car elle ne nous semble correspondre à aucune réalité tangible mais est en fait une transposition paresseuse de « l'*Intelligence community* » des États-Unis. Des directeurs de la DGSE comme François Mermet², Pierre Brochand³ ou Erard Corbin de Mangoux⁴ l'ont utilisé, mais aussi Bernard Squarcini⁵ lorsqu'il dirigeait la DCRI et ceci avec une visée performative bien compréhensible à l'heure de la réalisation d'une très importante réforme de l'organisation générale du renseignement qu'il fallait expliquer, justifier et surtout mettre en œuvre. L'expression a fait florès et a été consacrée sur un plan administratif, puisqu'on la retrouve dans le décret du 24 décembre 2009 réorganisant le conseil de défense et de sécurité nationale. Cette expression que nous ne ferons pas nôtre, postule en effet implicitement l'homogénéité de l'activité de « renseignement », alors qu'elle nous paraît extrêmement diverse (mis à part le travail des analystes, il y a le personnel administratif, les techniciens, les « OT », les équipes d'intervention et/ou d'action... etc.) et qu'elle implique tacitement une forme d'homogénéité sociologique là où au contraire la diversité domine (civils/militaires et surtout fragmentation du monde civil, partout dominant, en de multiples spécialités professionnelles). Nous lui préférons l'expression de

² . François Mermet, « Quelques réflexions sur la fonction renseignement », *ENA mensuel*, n° 236, novembre 1993. p. 12. Ne figurent en bas de page que les références non citées dans la bibliographie placée à la fin de l'étude.

³ . Pierre Brochand, « Les activités et les défis du service », dans : « Le renseignement », *L'ENA hors les murs*, octobre 2006, n° 365, p. 6.

⁴ . Erard Corbin de Mangoux, « Les nouveaux défis du renseignement extérieur », *Les Cahiers de Mars*, n° 198, décembre 2008, p. 24.

⁵ . Bernard Squarcini, « Les mutations du renseignement intérieur français », *Questions internationales*, n° 35, janvier-février 2009, p. 46.

« société de renseignement » qui, à l’instar de la société (civile), suppose la diversité des composantes, des relations sociales de pouvoir et, tendanciellement, une possible conflictualité. En revanche, l’expression de « communauté épistémique » du renseignement nous paraît valide et utile car elle ne prend en compte que le travail commun de ceux qui participent à la fonction analytique : nous verrons dans les pages qui suivent les précisions de sens qu’il est nécessaire d’apporter à cette expression.

1. La formation historique du travail analytique

1.1 Les origines universitaires de l'analyse anglo-saxonne et militaire de l'analyse française

Les analystes de renseignement sont aujourd'hui au nombre de 20 000 aux **États-Unis** (Fischhoff, 2011) sur un effectif estimé à 100 000 personnes dans l'*Intelligence Community*. Ils composent le personnels de 16 agences auxquelles il faut ajouter les trois structures d'analyse créées par la loi IRTPA de 2004 de refonte du renseignement: : le *National Intelligence Council*, le *National Counterintelligence Executive* et le *National Counterterrorism Center*, soit 19 structures d'analyse au total. Dans les années 1950, seuls 2 % des effectifs de la CIA étaient composés de militaires⁶. Cette part a augmenté dans la décennie qui a suivi notamment avec le recours accru aux *covert actions*, mais la CIA était une agence civile et l'est demeurée⁷. Mis à part le personnel administratif, ces civils étaient principalement des analystes formés dès cette époque sur les campus des États-Unis. Cette caractéristique n'a pas changé. Étudiant en 1992, l'ampleur de l'investissement des universités dans ce nouveau domaine, le *National Intelligence Study Center* (Fontaine, 1992) avait recensé 96 universités et collèges étatsuniens enseignant les questions de renseignement. Le chiffre a probablement fortement augmenté en 20 ans. Il traduit en tout cas l'ampleur de la contribution des universités à la formation initiale des analystes recrutés ensuite par les agences. Il faut cependant ajouter que beaucoup d'analystes suivent des formations non directement spécialisées sur les enjeux de renseignement, soit des formations à forte dominante historique (base de l'analyse), soit des formations linguistiques, soit enfin des formations dans le domaine des *area studies* (études de civilisation qui n'ont pas vraiment leur équivalent en France). Les *area studies* se sont développées dans les universités des États-Unis au cours des années 1950 sous l'impulsion de fondations privées, de la CIA et du Pentagone qui ont financé la mise en place de ces nouveaux programmes. Les analystes des agences ainsi que certains diplomates du *Department of State* étaient recrutés après des formations de *Master* dans les départements d'*area studies* qui ont été un des principaux points de contact entre l'Agence et l'Université. Il faut également relever l'ampleur du phénomène de privatisation et d'*outsourcing* aux Etats-Unis. Si ce phénomène a débuté au milieu des années 1990, à la suite d'un très net déclin des budgets fédéraux sur le plan militaire et sur le plan du renseignement (Chesterman, 2008), il s'est nettement accéléré dans la

⁶ . Cf. François David, *L'Aigle et le vautour. L'institutionnalisation de la CIA 1945-1961*, mémoire de recherche en vue de l'HDR, Université Paris Sorbonne, 2013, p. 342

⁷ . Rappelons qu'il existe au sein du Pentagone une *Defense Intelligence Agency*, aux effectifs très majoritairement militaires.

période post-2001 ainsi que l'a montré la thèse de Damien Van Puyvelde soutenue en 2013 à l'Université d'Aberystwyth. Le phénomène concerne l'ensemble des acteurs du renseignement, y compris les analystes. S'il pose des problèmes majeurs en termes de sécurité et de coûts (Van Puyvelde, 2012), il n'a pas d'effets sur la formation et le recrutement des analystes, dans la mesure où le système général demeure articulé autour des universités.

En **Grande-Bretagne**, la situation est similaire à celle des États-Unis : la formation universitaire des analystes a dominé, mais dans un esprit un peu différent. S'il existe dans les universités des formations spécialisées sur les questions de sécurité et/ou de renseignement (cf. 3.1.), pendant longtemps les services ont recruté un niveau plus qu'une formation et généralement au stade du *Bachelor* (Richards, 2012). L'agence formait ensuite ses analystes qui avaient ainsi effectué la première partie de leur cursus à l'Université. La perméabilité existant entre le *Foreign Office* et l'*Intelligence Service* s'est souvent traduit par le recrutement de diplomates au sein du « 6 ». Or ces diplomates étaient également formés dans les universités britanniques.

En **France**, la situation est profondément différente : l'analyse de renseignement a longtemps conservé les marques de la militarisation ancienne et complète de la société du renseignement (dont les analystes forment une composante essentielle). De la fondation d'un service extérieur de renseignement en 1872 jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, ceux qui faisaient fonction d'analyste (bien que le terme ne soit pas utilisé à cette époque) étaient des militaires⁸. Ce n'est qu'à partir de 1945 que des civils ont été recrutés au sein du service extérieur (SDECE). A partir de ce moment, les « analystes » appelés désormais « exploitants » au sein du ministère de la Défense, ont donc été à la fois des militaires, souvent issus des troupes de marine ainsi que des civils, parfois issus des corps d'administrateurs coloniaux en voie d'extinction. Malgré la lente civilisation des effectifs, l'encadrement hiérarchique et la conception générale est demeurée durablement tributaire de la culture militaire coloniale et des savoirs propres élaborés, souvent d'ailleurs de très grande qualité. La tendance a été renforcée par l'arrivée après la guerre d'Indochine (1954), puis d'Algérie (1962), mais aussi les indépendances de la Tunisie (1956) et du Maroc (1956) d'officiers issus des corps des « contrôleurs civils », des « affaires indigènes » qui avaient une grande connaissance de terrain du monde maghrébin. Depuis le milieu du XIX^e siècle l'analyse française a ainsi été principalement structurée par l'enseignement militaire destiné aux officiers. L'université comme institution, mais surtout les disciplines universitaires et les savoirs

⁸ . On considérera ici que les personnels des services de contre-espionnage et de contre-ingérence, souvent d'origine policière, ne constituent pas à proprement parler des analystes, même s'il existe un « renseignement de sécurité ».

académiques n'ont pas eu d'effet sur la formation intellectuelle des analystes en France. Ce faisant, à la différence des pays anglo-saxons, les sciences sociales (sociologie, science politique, anthropologie) n'ont pas été conçues comme des outils utiles pour analyser et comprendre les phénomènes politiques, sociaux et économiques du monde extérieur : il y a eu un net **refus du paradigme savant**. C'est un tout autre **paradigme** qui l'a emporté, reposant sur l'association de la maîtrise des langues et de l'expérience professionnelle acquise sur le terrain, c'est-à-dire un mode de connaissance intuitif considéré comme « **réaliste** », intégré à la pratique professionnelle des militaires et des administrateurs coloniaux, permettant de tenir à l'écart les réflexions d'origine universitaire comme purement spéculatives et éloignées de la « réalité ». Cette dimension paraît encore fortement présente au Centre de formation interarmées au renseignement (CFIAR) de Strasbourg.

La situation a toutefois légèrement évolué depuis une dizaine d'années à partir du moment où le recrutement de contractuels à la DRM et par concours à la DGSE a vu arriver des candidats civils formés principalement par les IEP. La forme du concours qui est très proche de ceux mis en œuvre pour le recrutement de fonctionnaires de catégorie A dans la fonction publique - pour lesquels l'ensemble des IEP ont un quasi-monopole de fait – structure, sinon formate naturellement les enseignements dispensés vers **des connaissances** (droit public, questions économiques, questions internationales et bien sûr la « culture générale ») **plus que sur les méthodes des sciences sociales**. On est là sur un modèle des « sciences caméras » à la française qui sont très éloignées des sciences sociales telles qu'elles sont enseignées à l'Université⁹. Il est impossible de dire par ailleurs quoi que ce soit de l'effet de la création de la très récente « Académie du renseignement » (2010) dans la mesure où aucune information publique n'existe sur l'enseignement qu'elle dispense ou même sur sa conception de la formation. Au total, l'évolution de la dernière décennie n'a donc pas radicalement transformé la marginalisation de l'Université et de ses savoirs dans la formation des analystes.

1.2 Peut-on parler de « corps professionnels » pour les analystes ?

Sur le sujet de la « professionnalisation », la littérature professionnelle, mais aussi académique est quasiment inexistante. On doit donc se contenter pour les **États-Unis** de procéder par déduction et par hypothèses. Dans les agences civiles comme à la CIA, les analystes

⁹ . Cf. le classique : Pierre Favre, *Naissances de la science politique en France, 1870-1914*, Paris, Fayard, « L'espace du politique », 1989, 331 p.

recrutés sur la base d'un diplôme universitaire entrent dans des filières spécifiques qui sont rendues professionnalisantes, notamment par le rôle de la formation continue, qu'elle soit interne et externe (cf. 3.3). Dans les agences militaires, les analystes font partie de corps spécifiques au sein desquels ils peuvent effectuer toute leur carrière. Il y a donc aux États-Unis un cadre administratif favorisant l'objectivation des analystes comme profession.

Pour ce qui est de la **Grande-Bretagne**, il est impossible d'aller au-delà d'un constat minimal : les civils, largement majoritaires au sein du MI6 sont recrutés sur la base de diplômes universitaires et intègrent alors des structures d'analyse. Nous ne savons pas la façon dont l'armée britannique considère ses personnels spécialisés en renseignement.

Dans le cas de la **France**, les analystes/exploitants constituent un ensemble cohérent essentiellement parce qu'il s'agit d'une catégorie particulière de fonctionnaires et notamment parce qu'ils dérogent, pour des raisons de sécurité évidentes, aux règles de la fonction publique classique. Les caractéristiques statutaires l'emportent donc sur les caractéristiques professionnelles, voire même sur la dimension épistémique ce qui empêche de parler véritablement d'un corps d'analystes. Du côté des militaires-analystes, la question se pose dans des termes différents, mais le constat est identique. En 1991, le ministre de la Défense Pierre Joxe qui préparait la création de la Direction du renseignement militaire évoqua l'intérêt, au cours d'une intervention devant les auditeurs de l'IHEDN sur le renseignement, de créer une « arme » du renseignement. Malgré la création de la DRM en 1992, le souhait du ministre de l'époque n'a pas eu d'écho véritable et le renseignement est demeuré une activité non seulement peu valorisée dans les armées, mais entraînant d'importants retards dans l'avancement pour ceux qui faisaient le choix de cette activité. La seule modification a été la création en 2001 d'une « filière renseignement » au sein de l'armée de terre relevant, du point de vue de la conduite des carrières, d'un domaine « commandement-renseignement ». Ceci a permis d'assurer des carrières un peu plus longues, mais sans véritablement régler la question des retards en termes d'avancement et plus généralement de la faible valorisation des parcours militaires dans le domaine du renseignement. Il est donc difficile de parler d'une authentique objectivation, dans les faits, de la fonction d'analyste-renseignement chez les militaires. Qui plus est, à l'heure de la multiplication des opérations extérieures, le choix du renseignement n'est pas le plus attractif, malgré la très forte valorisation depuis le livre blanc 2008 de la fonction stratégique « connaissance-anticipation ».

2. L'analyse au travail

L'approche en termes de « communauté épistémique » qui guide toute cette réflexion ne peut s'appuyer seulement sur la dimension sociologique. Il importe maintenant d'examiner la façon dont cette dimension s'articule avec ce qui constitue le fondement de l'enjeu épistémologique, c'est-à-dire les connaissances produites. Sherman Kent dans l'article fondateur "*The need for Intelligence Literature*" (Kent, 1955) établissait un lien étroit entre l'établissement de travaux critiques sur l'analyse et la professionnalisation des analystes : selon lui, seule l'émergence de ces travaux permettrait l'objectivation de la spécialité et la préservation du lien spécifique avec l'Université. En soixante ans, l'évolution de la CIA lui a donné grandement raison.

Ce sont des travaux de sciences sociales, partiellement influencés par les sciences cognitives, qui ont permis de mettre l'accent sur les déformations subies par les processus humaines de connaissance. Il nous paraît toutefois décisif à ce stade de ne pas se limiter, comme cela est trop souvent le cas, à une approche exclusivement cognitive, mais de l'englober dans une vue plus générale prenant en compte les structures organisationnelles et politiques qui ont à connaître de l'analyse, que ce soit au stade du cycle du renseignement ou lors de son exploitation.

2.1 Quand le renseignement défaille : ce que les « biais » disent de l'analyse

Les travaux sur les échecs et les défaillances des agences de renseignement dans l'anticipation ou la résolution de crises sont particulièrement abondants aux Etats-Unis depuis le travail pionnier - et séminal – de Roberta Wohlstetter publié en 1962 sur la défaite de Pearl Harbour en 1941¹⁰. Les études de renseignement/*Intelligence Studies* sont d'ailleurs nées de ces travaux de science politique et ont pendant longtemps dominé l'ensemble de cette production, en sorte qu'ils constituent toute une réflexion particulièrement riche, totalement inconnue en France, sur les explications des échecs de l'analyse. Grâce à elle, on comprend ainsi, en creux, les singularités du métier de l'analyste, mais aussi les effets induits de sa position dans une organisation (l'agence de renseignement) sur le travail d'analyse lui-même, enfin les effets de sa relation avec la hiérarchie interne, voire avec le décideur (politique) sur la production. Ces biais ont été encore nettement identifiés par le Sénat dans son rapport d'enquête sur l'entrée en guerre

¹⁰ . Roberta Wohlstetter, *Pearl Harbor : warning and decision*, Stanford, Stanford University Press, 1962, 426 p.

des États-Unis en Irak : “*A series of failures, particularly in analytic tradecraft, led to the mischaracterization of the intelligence*” (Herbert, 2006).

Nous nous contenterons de présenter ici les principaux apports de ce que l'on peut considérer comme une théorie des biais, bien qu'elle se présente essentiellement comme une réflexion d'ordre professionnelle. Trois grands ensembles de raisons sont pris en considération dans cette étude : d'une part les biais, c'est-à-dire les distorsions apportées au processus analytique, d'autre part, les pathologies bureaucratiques, enfin les effets liés à la relation avec le décideur politique (dimension traitée en 2.3). Les biais sont de deux types : (1) des **biais cognitifs** et (2) des **biais culturels**. Les biais sont déterminants dans l'étude de la deuxième partie du cycle du renseignement car, au stade de la production de l'analyse, ils contribuent à infléchir le processus cognitif et analytique en le parasitant (cf. le tableau récapitulatif en fin de 2.3).

(1) Les **biais cognitifs** sont les plus importants et les plus fréquents. Les analystes peuvent être sujets à une absence d'ouverture d'esprit (“*lack of awareness*”) qui les conduit à ne pas prendre en compte la complexité d'une situation, la diversité des facteurs ou des variables en cause, la possibilité de survenue d'évènements extra-ordinaires (par nature non prévisibles dans leur manifestation, mais pas dans leur principe même). Un autre type de biais renvoie à la difficulté à se couler intellectuellement dans un système ou dans une réalité extérieure tout en restant neutre (“*lack of empathy*”¹¹). Dans le même ordre d'idées, l'analyste peut laisser ses schémas de pensée personnels influencer son analyse en projetant sa propre logique sur le cas étudié sans tenir compte des éléments plus ou moins clairement différents, voire opposés (“*mirror-imaging*”). On parle aussi de “*layering*”, lorsqu'il est procédé à un placage de la conclusion d'une analyse déjà effectuée sur une autre en cours paraissant a priori proche, sans s'interroger sur la spécificité de la situation étudiée. On peut aussi évoquer le “*clientism*” lorsqu'il y a refus d'une approche critique avec le sujet afin d'anticiper sur des conclusions dont on suppose qu'elles sont voulues par le décideur ou par le commanditaire de l'analyse. Ceci relève de l’“*intelligence to please*” ; situation dans laquelle l'analyste ordonne ses idées aux attentes du consommateur/client/décideur. Dans ces situations, il s'agit de formes diverses de paresse intellectuelle qui ne sont pas toujours volontaires ou conscientes et dont l'analyse n'a pas l'exclusive...

¹¹ . Robert Jervis, “Strategic Intelligence and Effective Policy”, dans : A. Stuart Ferguson, David Safford and Wesley Wark (ed.), *Security and Intelligence in a changing world: new perspectives for the 1990s*, London, Frank Cass, 1991, p. 175-178.

Il peut arriver que dans une démonstration l'analyste opère une sélection de données ou d'éléments les plus favorables à sa démonstration au lieu de prendre en compte de façon neutre l'ensemble des facteurs ou des variables. Ce cas de "*cherry-picking*" est fréquent et peut se traduire de façon plus insidieuse par une minoration systématique des éléments défavorables à son propos. Assez proche est le raisonnement en forme de vœu pieu ("*wishful thinking*") qui amène la prise en compte d'un élément, uniquement s'il confirme une idée préconçue, mais qui peut être inconsciente ou faiblement formalisée. Il existe enfin un biais cognitif assez classique, la possibilité pour un analyste de valoriser systématiquement le pire scénario ou de déboucher sur des constats alarmistes ("*worst-case thinking*") afin d'éviter le reproche de ne pas avoir anticipé une crise ou un danger. Le "*worst casing*" renvoie à la fois à la prudence naturelle de l'analyste qui cherche à sauvegarder sa position, mais aussi au fait que l'analyste est toujours membre d'une organisation qu'il doit également protéger dans sa capacité à anticiper.

(2) Les **biais culturels** sont tout aussi fréquents et ne sont pas exclusifs des premiers. Ils surviennent lorsqu'un analyste doit étudier une réalité ou un phénomène localisés dans une autre aire culturelle, ce qui est, par définition très fréquent pour les agences de renseignement extérieur. Le grand Michael Handel a ainsi mis au jour ce qu'il appelle les "*ethnocentric biases*"¹² regroupant l'ensemble des manifestations des analystes, les empêchant de s'adapter aux spécificités de l'aire culturelle étudiée et, à l'inverse, de projeter celles de sa propre aire. On se trouve là dans un cas manifeste de "*mirror-imaging*" appliqué à un autre environnement culturel. À l'inverse et de façon plus rare, il est possible qu'une trop forte et longue spécialisation sur une zone géographique étrangère produise une empathie démesurée débouchant sur une très forte séduction de ce qui est étudié, au point de produire dans un cas ultime de la fascination.

Les effets de la forme bureaucratique des agences de renseignement qui ne sont ni des centres de recherche, ni des amphithéâtres d'université sur la production d'analyse sont considérables. Mark Lowenthal rappelle d'une formule nette : "*[Analysis] is also not a purely academic exercise*" (Lowenthal, 2006). **Les pathologies bureaucratiques** (dont les agences n'ont pas le monopole) peuvent être comprises comme des parasitages du processus analytique liés à l'organisation, comme des biais organisationnels en quelque sorte. Sur ce sujet, la sociologie des organisations, qui fut longtemps particulièrement vivace en France, a abondamment produit. Sans se référer ouvertement à cette discipline, les auteurs américains ont insisté sur certains effets classiques touchant également les organisations de renseignement, à commencer par la plus

¹² . Michael Handel, "The Politics of Intelligence", *Intelligence and National Security*, vol. 2, n° 4, October 1987, p. 38.

courante, l'inertie au changement et le conservatisme dûs en partie à l'absence de concurrence, qui est un résultat de la situation soit monopolistique, soit plus souvent oligopolistique des agences. Les conflits internes et les rivalités (“*turf wars*”) entre composantes d’une même agence, voire entre différentes agences sont également des caractéristiques ayant des effets indirects ou même directs sur le travail d’analyse, dès lors que la production est de fait une composante de l’affrontement, alors que la raison de la tension obéit souvent à des motifs étrangers à l’analyse elle-même. On peut également mentionner un autre effet, celui lié à l’émergence de la pensée de groupe, “*groupthink*”¹³, où les avis divergents, voire opposés, sont neutralisés par le groupe qui nivelle vers un plus petit dénominateur commun allant souvent dans le sens de l’idée dominante et non de l’hétérodoxie, ce qui est pourtant une dimension essentielle à préserver, voire même à valoriser pour une agence de renseignement.

Ainsi qu’on vient de le voir, la production de science politique américaine appliquée au renseignement (les travaux britanniques étant clairement moins orientés dans cette direction), permet de comprendre avec précision que l’analyse n’est pas une connaissance objective, sans être pour autant condamnée à produire de l’erreur par nature. Ceci permet en outre de prendre la mesure des effets des organisations bureaucratiques et humaines sur la production même de l’analyse.

2.2. La nécessité d’une évaluation individuelle et collective de l’analyse avant diffusion

Dans ce contexte, il est très important d’élaborer au sein des agences des processus permettant de limiter les effets, tant de la politisation que des biais mentionnés plus haut. Pour ce faire, il est nécessaire qu’elles établissent des processus obligatoires d’évaluation individuelle, imposés à chaque analyste. La **checklist** de Richard **Heuer**, qui contribua activement à élaborer à partir des années 1970 une réflexion de nature empirique sur les méthodes de travail du *Directorate of Intelligence* de la CIA paraît particulièrement adaptée (Heuer, 1999). Elle repose sur six points distincts :

— (1) il faut en premier lieu interroger la question posée par l’étude confiée à l’analyste afin de s’assurer du sens du projet qui n’est jamais neutre et peut comporter des sous-entendus, des attentes cachées. On rappellera au passage que cet aspect est conforme aux méthodes classiques de travail des sciences sociales qui passent toujours par une « réflexion sur la réflexion » ;

¹³ . Sur cet aspect, les travaux de Mary Douglas (*How institutions think*, New York, Syracuse University Press, 1986, 146 p.) apportent un complément utile.

- (2) Heuer recommande d'élargir au maximum, en fonction du temps et des sources disponibles, la collecte d'information et de prendre en compte les phénomènes de désinformation, voire de se poser la question d'une éventuelle intoxication par un service adverse ;
- (3) il importe également de formuler le plus grand nombre d'hypothèses permettant d'expliquer une situation étudiée, tout en restant dans l'ordre du plausible ;
- (4) trouver des contre-arguments pour essayer d'infirmer les hypothèses, y compris celles paraissant les plus probables et veiller aux différents biais cognitifs mentionnés plus haut est essentiel dans le processus d'évaluation ;
- (5) il est possible ensuite de sélectionner les hypothèses en fonction de celles qui ont le mieux résisté à l'étape précédente, sans pour autant les réduire à une approche binaire afin de préserver la complexité inhérente à une situation ;
- (6) enfin, en cas d'étude de moyen ou de long terme, il y a nécessité de confronter en permanence les conclusions auxquelles on est parvenu aux informations nouvelles afin d'éviter le « cherry picking » (mentionné plus haut).

Mais cette évaluation individuelle dont il est difficile de contrôler le strict respect et qui doit devenir une sorte d'**éthique professionnelle de l'analyste**, doit être complétée et en quelque sorte corroborée ou renforcée par des procédures collectives et collaboratives d'évaluation. Très tôt, et en fait dès sa fondation comme l'a montré la thèse d'habilitation à diriger des recherches de François David soutenue à Paris-Sorbonne¹⁴, la CIA a su mettre en place des procédures d'évaluation notamment pour sa principale production, les *National Intelligence Estimates*. L'avantage est double : il permet de confirmer ou d'infirmer le sérieux du respect de la checklist et d'autre part de prendre le contre-pied des différents biais mentionnés plus haut. Ces usages ont été différents dans le temps, souvent proches, parfois complémentaires. Ils témoignent en tout cas d'une rare aptitude à associer dans une même organisation, le fonctionnement bureaucratique, le principe hiérarchique et la capacité critique. Celle-ci peut être facilement mise en place par le principe du **peer reviewing** qui est dominant dans le monde académique : il s'agit de confier la révision d'une analyse à un pair (et non à un supérieur), un collègue doté d'un niveau proche de spécialisation et de connaissances, ce qui n'est pas toujours aisé lorsqu'il s'agit de régions méconnues ou de thèmes spécialisés. Ainsi une production analytique peut-elle être soumise au **devil's advocate** qui va essayer de repérer systématiquement

¹⁴ . François David, *L'Aigle et le vautour. L'institutionnalisation de la CIA 1945-1961*, mémoire de recherche en vue de l'HDR, Université Paris Sorbonne, 2013, 680 p.

les faiblesses d'une construction argumentative en lui opposant des contre-propositions radicalement opposées. Enfin, une dernière possibilité (le *Team A-Team B*, type d'exercice qui date de la deuxième moitié des années 1970) est de confier un même sujet à deux équipes en donnant à chacune d'entre elles des options ou des hypothèses différentes afin qu'elles se confrontent dans un jeu de rôle clairement réparti à l'avance afin d'éprouver deux argumentaires opposés.

Toutes ces pratiques ont en commun d'**institutionnaliser l'avis divergent, afin de maintenir la dimension naturellement critique du travail de l'analyste**. Elles supposent deux qualités, le fait de concevoir l'analyse comme relative et critique – ce qui n'est pas toujours le cas, loin s'en faut – et la possibilité pour une organisation bureaucratique (pourtant organisée autour de l'information et du savoir) d'accepter le principe même de processus tournés vers la remise en cause pour en fait mieux certifier une réalité.

2.3. La relation complexe de l'analyse avec le décideur politique : illusoire et impossible neutralité

Si l'analyse n'est pas seulement un exercice académique comme l'a souligné Lowenthal, c'est aussi en raison du lien avec le décideur qui est souvent l'autorité politique exécutive. Trop souvent, y compris dans la littérature professionnelle de l'anglosphère, l'étude des interférences du processus analytique est limitée aux biais et aux pathologies que nous venons d'étudier. Or, pour comprendre comment la communauté épistémique des analystes fonctionne ou dysfonctionne, il est essentiel à nos yeux de ne pas oublier les effets du lien avec le décideur politique sur le processus analytique.

Le fait que cette dimension ne soit pas traitée d'un point de vue critique, ou même simplement envisagée, doit beaucoup à une forme d'illusion dont les acteurs sont victimes. Ceux-ci communient généralement dans l'idée qu'ils assurent un « service » au politique et que, ce faisant, ils sont en situation non seulement de subordination hiérarchique, mais aussi que leur activité est neutre¹⁵ et que c'est finalement l'échelon politique qui politise. Le terme de « service de renseignement » qui apparaît en France à la fin du XIX^e siècle et en Grande-Bretagne au tout

¹⁵ . Cf. le classique Alain Dewerpe, *Espion. Une anthropologie historique du secret d'État*, Paris, Gallimard, « Bibliothèque des histoires », 1994, 480 p. et notre étude : « Le service secret de l'État (1870-1945). La part des militaires », dans Marc-Olivier Baruch et Vincent Duclert (dir.), *Serviteurs de l'État. Une histoire politique de l'administration française 1875-1945*, Paris, La Découverte, 2000, p. 279-295.

début du XX^e siècle (*“Intelligence Service”*) permet d’ailleurs de faire vivre cette fiction de façon discursive. L’étude du fonctionnement des organes de renseignement et de leur articulation avec l’autorité politique dans le temps long permet de faire un tout autre constat. Les organisations de renseignement sont en effet des administrations atypiques à divers points de vue et notamment pour ce qui concerne leur positionnement vis-à-vis de l’autorité qu’elles sont censées informer. Nous avons proposé dans d’autres travaux de prendre en compte la notion de « dispositif de renseignement »¹⁶ qui renvoie à l’articulation entre la partie supérieure des agences et les structures de conseil du chef de l’autorité exécutive : c’est à ce stade ultime qu’est réalisée « l’exploitation du renseignement » (dernière étape du fameux « cycle du renseignement ») et qui débouche sur une décision politique ou sur une non-décision (ce qui revient d’ailleurs dans ce dernier cas, à peu de choses près, à la même chose). Le dispositif de renseignement est en fait *embedded* à l’échelon décisionnaire politique pour reprendre la juste expression de Karl Polanyi à propos du capitalisme¹⁷. Cet « encastrement » produit une **politisation de situation** en ce qui concerne les organisations de renseignement associées - qui plus est sur des sujets régaliens (les organes de renseignement participant à la réalisation de la mission de sécurité, à l’intérieur et à l’extérieur du territoire) - à la mise en forme et souvent à la justification d’une décision politique. Ce « dispositif de renseignement » est incarné aux États-Unis par le *National Security Council* (créé en 1947), en France par le Coordonnateur national au renseignement (CNR) créé en 2008 et en Grande-Bretagne par le *Joint Intelligence Committee* (mis en place en 1936).

Un deuxième cas de figure est illustré par une politisation s’exprimant par le souhait éventuel de l’analyste, en orientant son analyse, de peser sur l’exploitation afin d’imprimer sa marque à une décision politique ou simplement d’essayer de l’infléchir. On est alors dans un cas de **politisation par influence** sur l’exploitation. Ce positionnement n’est pas neutre et peut entraîner des effets sur l’analyse qui aura tendance à anticiper des attentes politiques, laissant délibérément de côté la recherche d’objectivité vers laquelle l’analyste doit tendre : cette tendance a été manifeste en Grande-Bretagne en 2002-2003, lors de l’entrée en guerre contre l’Irak. Le Rapport Butler a très clairement mis en valeur la forte politisation des analyses du *Joint Intelligence Committee* au sein du *Cabinet Office* du Premier ministre en vue de faciliter sa décision¹⁸. Dans le

¹⁶ . Cf. notre étude : « Politisations et politiques du renseignement sous la V^e République », dans S. Laurent : *Politiques du renseignement*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, « Espace public », 2009, p. 295-308.

¹⁷ .Karl Polanyi, *La Grande transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, « Bibliothèque des sciences humaines », 1983, 420 p.

¹⁸ . Lord Butler, *Review of Intelligence on Weapons of Mass Destructions*, London, The Stationery Office, HC 898, 14th July 2004, 196 p. et les études critiques convergentes de Philip H.J. Davies, « Collection and Analysis on Iraq. A critical Look at Britain’s Spy Machinery », *Studies in Intelligence*, vol. 49, n^o 4, 2005, 41-54 et de Peter Jackson, “The Assessment that Never

même esprit, les spécialistes s'accordent pour évoquer une très forte politisation du renseignement aux États-Unis à l'époque des président Reagan et Bush jr¹⁹.

Plus rare, mais qui n'est pas à méconnaître pour autant, est le cas des organes de renseignement dont l'information analysée afin d'en faire un renseignement est de nature proprement politique. Il s'agit principalement de services de renseignement dont le ressort est le territoire national et la mission la production de renseignement intérieur (sur la vie politique et sociale, activité à distinguer du renseignement de contre-espionnage et de contre-ingérence). Il s'agit par exemple du *FBI* sous J.E. Hoover (soit jusqu'en 1972) ou encore du cas assez topique en France de la Direction centrale des renseignements généraux (DCRG, disparue en 2007 en tant que direction). On est alors dans un cas de politisation naturelle où le contenu de l'information collectée et son processus de traitement ne peuvent que très difficilement échapper à une forme de **politisation par le contenu**. Ce type particulier est peu fréquent, à la mesure de la rareté dans les démocraties libérales d'agences de renseignement intérieur travaillant, au-delà des missions de contre-espionnage et de contre-ingérence, sur des missions politiques.

Ces formes de politisation ne renvoient pas, bien évidemment, à une dimension idéologique ou militante du renseignement. Cette dernière forme ne peut toutefois être écartée *a priori*, toutefois son caractère manifeste ne peut que l'écarter d'un document de renseignement, qui plus est en matière de renseignement extérieur. Indépendamment de cette typologie, face au phénomène de politisation considéré de façon générale, les professionnels réagissent de deux façons différentes. Soit, ils campent sur la position de l'analyste pur qui, en tant que producteur d'une connaissance, formé par le système académique, ne peut accepter une quelconque forme de politisation et doit même l'anticiper: c'est le modèle de Sherman Kent dont on a indiqué le rôle fondateur dans la première *CIA*. Soit, ils défendent l'idée d'un mal nécessaire, fondée sur le constat de l'inévitabilité des pressions politiques, plus ou moins clairement formulées, plus ou moins consciemment anticipées dans le processus analytique. Ce fut la position, ouvertement exprimée, par Robert Gates, directeur de la *CIA* de 1991 à 1993 qui pensait que le renseignement devait permettre de prendre des décisions et non d'accumuler des savoirs et des connaissances, ce qui constituait une rupture radicale avec le paradigme de neutralité de Kent. Il parlait très

Was: British Joint Intelligence and the threat from Iraq, 2002", dans: S. Laurent (dir.), *Politiques du renseignement*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, « Espace public », 2009, p. 309-327

¹⁹ . Dans une littérature abondante sur ce point, on relèvera notamment : Richard K. Betts, "Politicization of Intelligence: Costs and Benefits", in Richard K. Betts, Thomas G. Mahnken, *Paradoxes of Intelligence: Essays in Honor of Michael I. Handel*, London, Frank Cass, 2003, p. 63.

clairement dans cet esprit d'*actionable intelligence*. Certes le renseignement est, sur un plan fonctionnel, un élément d'aide à la décision, et l'on peut comprendre le souhait que les documents d'analyse la facilitent. Mais l'idée de Gates est que la partie supérieure de l'agence et du NSC soient pourvus en renseignement adapté sur la forme, mais aussi sur le fond à une prise de décision facilitée. D'une certaine façon on peut considérer qu'il y a là une forme de biais. Selon Joshua Rovner dont la thèse fait le point sur la problématique de la politisation, la CIA est aujourd'hui dominée par le paradigme Gates. L'universitaire M. Handel n'était pas très loin de la position de Gates²⁰ en défendant l'idée d'une « mauvaise » et d'une « bonne » politisation²¹. Toutefois dans l'esprit de Handel, cette dernière est en fait une conception d'un lien au politique qui prend acte de cette proximité pour favoriser la défense des intérêts de l'agence sans avoir d'effet sur le processus analytique. Il reste à savoir si la « bonne » peut être dissociée de la « mauvaise »..., si elles se présentent dissociées et si, à terme, l'analyste peut être amené à choisir.

La fiction d'une barrière infranchissable entre les services et l'autorité politique ne résiste pas longtemps à un examen un peu approfondi. La politisation est donc un enjeu central de l'analyse et l'absence de prise en considération de cette dimension par la littérature naissante sur le renseignement en France est encore plus inquiétante que le constat de faible objectivation générale du renseignement dans notre pays. Certains pensent toutefois qu'il faut inverser la question, tel Stephen Marrin : *"One cannot understand the influence, or lack of influence, of intelligence analysis on policy by studying intelligence. Instead, one must study Policy"*²². Peut-être n'a-t-il pas tort... ?

²⁰ . Joshua Rovner, *Intelligence-Policy Relations and the Problem of Politicization*, PhD, MIT, 2008,

²¹ . Michael Handel, "The Politics of Intelligence", *Intelligence and National Security*, vol. 2, n° 4, October 1987, p. 5-46.

²² . Stephen Marrin, "The 9/11 Terrorist Attacks: A Failure of Policy Not Strategic Intelligence Analysis", *Intelligence and National Security*, volume 26, n° 2-3, April-June 2011, p. 202.

La fragilité de l'analyse

1. Biais cognitifs	
	lack of awareness
	lack of empathy
	mirror-imaging
	layering
	clientism
	intelligence to please
	cherry-picking
	wishful thinking
	worst-case thinking
2. Biais culturels	
	ethnocentrism
	fascination
3. Biais organisationnels/ Pathologies bureaucratiques	
	inertie au changement/conservatisme
	turf wars
	groupthink
4. Politisation	
	politisation de situation
	politisation par influence/ actionable intelligence
	politisation par le contenu

2.4. L'idéal de l'analyse

Le renseignement idéal est donc celui qui suit les étapes du « cycle du renseignement », évite les biais et la politisation et parvient au décideur en présentant les trois caractéristiques suivantes : (1) *timely*, (2) *tailored*, (3) *balanced*. Il faut à ce stade apporter quelques éclaircissements :

(1) L'analyse doit en effet parvenir dans une temporalité appropriée : avant la décision, bien évidemment, mais parfois dans un cours temporel plus profond, selon les échelles de temps de décision éventuellement préconisées par l'analyste, afin que la décision puisse mûrir ;

(2) Le renseignement doit obéir à la règle du « sur-mesure » au sens où il doit être conforme aux demandes du décideur, qu'elles aient été formellement ou implicitement indiquées. Il peut toutefois arriver qu'un produit analytique ne soit pas à l'origine d'une demande du décideur (situation d'auto-orientation) : en ce cas, l'analyste doit anticiper les attentes non formulées afin de rendre son document le plus susceptible d'être utile au processus de décision ;

(3) Le renseignement fourni doit être équilibré ou nuancé, reflétant la complexité de la situation analysée et reflétant également la richesse de la grille d'analyse appliquée. Cependant,

dans la plupart des cas, le document s'inscrit dans le cadre d'une aide à la décision : ainsi, il ne doit pas rechercher une complexité artificielle au point d'éventuellement compliquer la décision. En outre, le document est généralement bref, ce qui contraint inéluctablement le décideur à simplifier et limiter la possibilité d'être *balanced*...

Enfin, le document analytique de renseignement obéit à trois types particuliers :

— Il peut déboucher sur une **préconisation d'alerte** en signalant un danger sur le point de se manifester ou une menace de grande ampleur inscrite dans un temps plus éloigné ;

— Il peut s'achever par différents **scénarios d'événements**, sans implication du décideur ;

— Il peut se conclure par des **choix d'options** de la part du décideur en prévoyant ou non des scénarios d'événements liés aux différentes options prises.

Ces types d'analyses ne sont pas exclusifs les uns des autres et certains documents en des circonstances particulières peuvent associer les trois cas de figure.

Issue des sciences sociales qui constituent par nature un savoir relatif, biaisées par l'intelligence humaine autant que par les organisations bureaucratiques qui la produisent ou enfin par les structures politiques qui l'exploitent, l'analyse est particulièrement fragile. On peut à cet égard rappeler l'observation de Carl von Clausewitz qui insiste très clairement dans le chapitre VI du livre I de *Vom Kriege* (1831) sur la difficile position du chef, du point de vue de l'art militaire qu'est celui de la stratégie : « Par renseignements, nous entendons l'ensemble de la connaissance que l'on a de l'ennemi et de son pays, le fondement donc de nos plans et de nos opérations. Que l'on songe à la nature de ce fondement, à son inexactitude et à son inconstance, et l'on saisira vite la fragilité de l'édifice militaire, le danger qu'elle représente et comment la guerre peut nous écraser sous ses décombres »²³. Le constat sur lequel nous débouchons est donc marqué par le scepticisme et la prudence. Par rapport au grand débat classique de l'analyse qui pose le débat dans les termes suivants « **art or science ?** » (Richards, 2010), nous pensons qu'il vaut mieux le formuler différemment et de façon plus juste : « *craft or science ?* »²⁴. Ce débat est d'ailleurs peu ou prou celui existant entre sciences sociales et sciences exactes. Quoi qu'il en soit notre position est claire, nous penchons du côté du *tradecraft* qui est souvent d'ailleurs un *statecraft*. Mais malgré toutes les réserves présentées dans cette partie, **l'analyse demeure pourtant indispensable**

²³ . Carl von Clausewitz, *De la guerre*, Paris, Perrin, « Tempus », 2006 [1^{re} éd. Allemande : 1832], p. 101.

²⁴ . Cf. le chapitre 10 de Walter Laqueur (*A world of secrets: the uses and limits of Intelligence*, Basic Books, New York, 1985, p. 293-308) qui est ce qui a été écrit de plus intéressant sur ce sujet classique.

pour la puissance publique et permet de fournir un renseignement qui est malgré tout ce qui vient d'être écrit, selon la formule heureuse de Richard Betts, **un « réducteur d'incertitude »**²⁵.

²⁵ . Richard K. Betts, "Analysis, War, And Decision: Why Intelligence Failures Are Inevitable", *World Politics*, vol. XXXI, n° 1, October 1978, p. 69.

3. Comment faire naître une réelle « communauté épistémique » d'analyse du renseignement en France ?

Le travail analytique est donc contraint (1) par la structuration bureaucratique, (2) mais aussi entravé par la finalité décisionnelle (et donc politique), (3) enfin par la communauté des analystes elle-même. Or, il est impossible d'imaginer se libérer de ces contraintes structurelles. La seule solution réside dans le renforcement du processus analytique afin de limiter la portée des biais, mais aussi de transformer les analystes en une authentique communauté épistémique, capable d'exercer une réflexion critique sur ses pratiques professionnelles. Ceci ne peut se faire que par l'encouragement d'une réflexion théorique sur l'analyse de renseignement²⁶ bénéficiant du développement des « études de renseignement » par les sciences sociales et par la stimulation d'une recherche de niveau universitaire au bénéfice des services de renseignement dans des conditions appropriées. Comme dans l'enseignement supérieur – lieu de formation naturel de l'analyse ainsi que nous l'avons vu en 1.1. - cette recherche pourrait ainsi nourrir directement la formation initiale et continue des analystes.

3.1. La nécessité d'une réflexion professionnelle critique sur l'analyse et d'une recherche sur le renseignement...

Si l'analyse doit être soumise à des procédures internes d'évaluation individuelle et collective avant sa diffusion en vue de préparer l'aide à la décision, elle demeure après exploitation un matériau très utile pour l'agence de renseignement et ce, indépendamment du fait qu'elle enrichit le stock permanent de « renseignement » conservé par elle. En effet, elle offre la possibilité d'une évaluation de la qualité *ex post* de l'analyse produite. Ceci constitue d'ailleurs le test ultime pour une organisation : après une crise ou une décision, voire-même une non-décision (ayant on non produit une crise...), dans quelle mesure est-elle capable de soumettre ses analyses – et donc ses équipes d'analystes – à une évaluation postérieure ? L'esprit de telles pratiques doit être bien évidemment entièrement et exclusivement tourné vers l'amélioration d'un certain nombre d'enjeux correctement identifiés au préalable :

— (1) amélioration du fonctionnement du cycle du renseignement (dans la mesure où le cycle lui-même est éprouvé de longue date et ne peut être modifié qu'à la marge) ;

²⁶ . Peter Gill (ed.), *Intelligence theory. Key Questions and debates*, Routledge, 2008, 256 p., est l'ouvrage qui synthétise le mieux l'état des travaux en matière de théorie du renseignement.

- (2) mise en place (d'un) ou amélioration du travail collaboratif d'analyse ;
- (3) modification éventuelle du management des équipes d'analystes ;
- (4) recherche de compétences nouvelles ;
- (5) perfectionnement des procédures d'évaluation ex ante.

Dans ce contexte, il devrait être très clair que l'évaluation postérieure ne peut être conçue que dans une perspective tournée vers l'avenir et non comme un moyen de recherche des responsabilités individuelles en vue d'éventuelles sanctions, ce qui aurait pour effet d'engendrer par la suite le redoublement de biais cognitifs afin d'anticiper de nouvelles sanctions... et donc un cercle vicieux de dégradation de la qualité de l'analyse. Ce faisant l'évaluation postérieure permettrait de jeter les fondements d'une réflexion professionnelle critique sur l'analyse.

Ceci est la voie qui a été suivie aux **États-Unis** à partir des années 1950 grâce à Sherman Kent, le fondateur de l'*Office of National Estimates*, organe rédacteur des documents de réflexion analytique stratégique qu'étaient les *National Intelligence Estimates (NIE)*. Kent n'a pas seulement créé l'analyse aux États-Unis (Kent, 1949), il a inventé des pratiques d'évaluation très originales, notamment les *post-mortem* dont l'objet est de faire établir par les auteurs d'une analyse après un certain temps la liste des éléments de connaissance qu'ils n'avaient pas en leur possession ou encore les *validity studies*, forme d'étude originale permettant à moyen terme, un ou deux ans après un rapport, d'étudier leur validité dans le temps présent. C'est à la même époque qu'a été créé par S. Kent au sein de la *CIA*, le *Center for the Study of Intelligence (CSI)* qui avait pour fonction d'être dans l'agence un lieu de réflexion sur les pratiques professionnelles. En outre, l'action du *CSI* a été grandement aidée par le fait que S. Kent y a créé en 1955 la revue *Studies in Intelligence* qui était (et demeure) conçue comme une revue interne (au contenu naturellement classifié où les auteurs publiaient souvent sous pseudonyme), destinée à permettre la confrontation de différents points de vue²⁷. La déclassification de nombreux numéros anciens à partir des années 1990 permet de prendre la mesure de la liberté de parole au sein de la *CIA* dès lors qu'il s'agissait d'examiner et d'améliorer le métier analytique. Un autre lieu de réflexion est apparu avec la création en 1986 de la revue *International Journal of Intelligence and Counter-Intelligence* qui est une initiative d'analystes retraités de la *CIA*. Il s'agit d'une publication située à mi-chemin de la revue académique et la revue professionnelle : elle sert principalement à publier des *cases studies* historiques ou actuelles avec une visée critique des pratiques professionnelles.

²⁷ Cf. Nicholas Dujmovic, "Fifty years of Studies in Intelligence", *Studies in Intelligence*, vol. 49, n° 4, 2005, p. 1-13.

Aux États-Unis, l'effort est rendu plus complet encore par le fait que les organisations qui ont la responsabilité de produire du renseignement encouragent elles-mêmes une réflexion critique sur leurs méthodes de travail en s'ouvrant à un regard extérieur et notamment à celui des sciences sociales. Ainsi c'est l'Office du *Director of National Intelligence (ODNI)*, autorité suprême de l'ensemble des organes de renseignement aux États-Unis depuis 2004 qui s'est adressé à une instance académique fédérale, le *National Research Council*, pour mettre en place le "*Committee on Behavioral and Social Science Research to Improve Intelligence Analysis for National Security*" qui a publié des travaux très intéressants en 2011²⁸. On constate qu'aux États-Unis les structures de gouvernance du renseignement et les agences elles-mêmes n'ont de réticence, ni à l'égard de l'Université, ni même à l'égard des sciences sociales.

En **Grande-Bretagne**, la mise en place d'une recherche sur le renseignement et d'une réflexion sur les pratiques professionnelles doit autant à l'initiative de certaines universités que des services eux-mêmes. La facilité avec laquelle la rencontre a pu avoir lieu entre les deux milieux tient au fait que le MI6 et l'agence de renseignement du *MoD (Defence Intelligence Staff-DIS)* recrutent depuis toujours une grande part de leurs analystes dans les (meilleures) universités. En outre la sociabilité *alumni*-club d'une grande partie de l'élite britannique facilite les passerelles. La première structure de recherche et de réflexion, le "*Cambridge Intelligence Seminar*", a été fondée en 1982 par Harry Hinsley, ancien du « Six » dont il avait été l'historien « officiel ». Christopher Andrew lui a succédé plus tard. Au sein du CIS les règles de Chatham House s'appliquant strictement, cela a facilité la venue et la participation d'anciens cadres et responsables du MI6. Quelques années plus tard, Michael Herman ancien du GCHQ, du DIS et du *Joint Intelligence Committee* a fondé l'"*Oxford Intelligence Group*" avec des règles de fonctionnement très proches du séminaire de Cambridge. C'est donc grâce à « Oxbridge » qu'ont été fondées les études de renseignement britanniques qui ont ensuite très largement diffusé dans le monde entier. Cette approche a été facilitée par la création en 1986 de la revue *Intelligence and National Security (INS)*, avec deux responsables éditoriaux, Christopher Andrew pour la Grande-Bretagne et Michael Handel pour les États-Unis. Cette revue a permis aux États-Unis de rejoindre les Britanniques qui avaient pris un temps d'avance du côté universitaire. Encore aujourd'hui *INS* demeure la revue de référence mondiale en matière de renseignement, malgré l'apparition de revues concurrentes. Dans les années 1990 et 2000, d'autres lieux de recherches sont apparus, inscrits dans un autre esprit, celui de lancer des recherches doctorales sur le renseignement, principalement en science politique. A l'Université galloise d'Aberyswyth le "*Centre for Intelligence and International Security*

²⁸ . Cf. les références en fin de volume. Ces travaux ont été abondamment utilisés ici.

Studies” (CISS) est, de loin, le plus actif de tous les lieux de recherches en Grande-Bretagne. Plusieurs dizaines de Ph.D. sont en cours de réalisation chaque année et cette université a organisé les grands colloques internationaux de référence qui ont lieu tous les deux ans : indice de sa proximité avec les services britanniques, c’est le CISS qui a organisé le colloque pour le centenaire des services britanniques en 2009. Viennent ensuite deux autres centres, à *Brunel University* le “*Centre for Intelligence and Security Studies*” et à Buckingham University, le « *Buckingham University Center for Security and Intelligence* ».

De leur côté, les services britanniques ont développé en interne comme Outre-Atlantique une culture propre de l’évaluation *ex post* qui a nourri les travaux de recherche académiques (Andrew, 2004). A l’image des *report after action* pratiqués par les militaires sur les opérations, les services britanniques ont mis en place après les États-Unis des études de cas propre appelées *lessons identified*. Ils ont également développé les programmes d’histoires officielles, tradition britannique fort ancienne pour l’ensemble des ministères (le programme d’histoire officielle a débuté en 1908 avec un ouvrage sur la guerre des Boers, soit seulement dix ans après les faits...), et conçu les publications issues de ces travaux comme des études critiques plus que comme des ouvrages d’histoire au sens classique du terme. Ils ont ainsi sollicité des politistes ou historiens de renom pour publier des ouvrages très denses et précis, en leur ayant donné accès aux archives classifiées. Après les six considérables volumes du monument consacré au MI6 pendant la Deuxième Guerre mondiale publiés par Hinsley de 1979 à 1990 (*British Intelligence in the Second World War, London, HMSO*), deux ouvrages ont paru plus récemment, sur le MI5 par Christopher Andrew (*The Defence of the realm. The authorized history of MI5*, London, Penguin books, 2009, 1032 p.) et sur le MI6 par Keith Jeffery (*MI6. The History of the Secret Intelligence Service*, London, Bloomsbury, 2010, 810 p.). Un ouvrage est en cours de préparation sur le « dispositif de renseignement » britannique, c’est-à-dire le *Joint Intelligence Committee* qui a trouvé son « *official historian*” en provenance... de King’s College. On mesure là les effets du cercle vertueux créé entre les services et le monde universitaire, essentiellement chez des politistes spécialistes, soit de l’étude de l’État, soit de celle des relations internationales.

3.2. ...ainsi que la valorisation de dispositifs d’encouragement à la recherche nécessaires pour l’analyse

Aux **États-Unis**, la recherche est d’abord celle pratiquée par les analystes. En effet, de façon cohérente avec l’origine universitaire de l’analyse, l’obtention d’un Ph.D. permet aux

analystes d'obtenir une reconnaissance valorisée dans leur agence et aussi d'obtenir un avancement dans leur carrière. Dans la majorité des cas le financement de la recherche est assuré par l'agence elle-même. Le lien avec l'Université, qu'elle soit une université publique, privée ou dépendant du Pentagone, est donc continu dans le temps. Mais les agences ont créé également des structures propres dévolues directement à la recherche : ainsi le *NDIC* de la *Defense Intelligence Agency* a créé un *Center for Strategic Intelligence Research*. En 2006, le *DNI* a construit dans le Maryland un centre dédié aux activités de recherche (*Intelligence Advanced Research Projects Activity-LARPA*). Cet organisme dévolu aux sciences de l'ingénieur et aux sciences exactes ne dépend que du *DNI* et conduit des projets prospectifs de tous ordres par mise en commun des composantes recherche de la *CIA*, de la *NSA* et du *NGO*. La conception que les agences se font de la recherche est donc large : elle concerne aussi bien les sciences exactes que les sciences sociales (qui sont les sciences de l'analyste). La recherche peut être aussi bien intégrée aux agences dans des structures dédiées que réalisée de façon plus classique dans un des multiples supports universitaires existant.

En **France**, tout est à bâtir. Les "*think tanks*" français contribuant à la réflexion en matière de défense et de sécurité (IFRI, IRIS, FRS notamment) ne se sont pas, jusqu'à aujourd'hui, intéressés aux questions de renseignement. Qui plus est, ils ne délivrent pas de grades universitaires en matière de recherche. L'Université et les structures publiques de recherche sont donc les partenaires idéals et naturels pour faire naître la communauté épistémique.

Au préalable, il est nécessaire d'engager une réflexion sur les sujets et les objets de recherche utiles pour les agences dans le domaine de l'analyse. Il faudrait ensuite s'interroger sur les disciplines les plus adaptées pour porter les travaux de recherche. Les services français pourraient alors émettre clairement leurs besoins nécessaires au développement de l'analyse en utilisant trois supports et trois possibilités : (I) **initier des recherches doctorales dédiées**, (II) **orienter certaines EPS du ministère de la Défense**, (III) **participer à la définition de thèmes pour les appels à projets des programmes de recherche collaboratifs**.

(I) Quelles que soient les disciplines des sciences sociales concernées, les travaux en matière de relations internationales, de géopolitique ou touchant à ce qui peut intéresser l'analyse, ont souvent une dimension théorique affirmée. Les services ont des besoins différents. Il importe donc que des financements publics qui pourraient être dégagés en faveur des services correspondent à leurs besoins particuliers. Outre les **méthodes de l'analyse** (1) et les **études de**

renseignement (2), des **travaux appliqués sur des aires géographiques particulières** (3) pourraient être les trois grands domaines sur lesquels les recherches pourraient être conduites. Aucune thèse de doctorat ne peut être portée en dehors de la structure des écoles doctorales (ED) selon l'arrêté du 7 août 2006. Celles-ci sont présentes dans deux types d'établissements : les universités et les « grands établissements ». Si les services veulent se lancer dans un processus d'initiation de recherche, il n'existe aucune autre solution qu'un rapprochement avec plusieurs écoles doctorales afin de définir des sujets proposés dans le cadre des ED, ce qui n'empêche aucunement ainsi qu'on le verra plus loin, de proposer des financements et des règles de confidentialité spécifiques. Il importe seulement de s'assurer par des contacts préalables que les ED accepteront les règles de confidentialité nécessaires, ce qui est souvent le cas dans les faits pour la recherche fondamentale en sciences exactes ou en sciences de l'ingénieur ;

(II) Dans un second temps, des EPS portées par la DAS pourraient être un apport de deuxième niveau, pour peu qu'elles soient orientées de manière à apporter des éclairages plus précis ou à actualiser les acquis des recherches des thèses. Il s'agirait donc de penser les EPS en complément et en prolongement des sujets de thèse proposés par les services ;

(III) Enfin, les services pourraient très bien faire inscrire leurs thématiques de recherche dans les appels à projets lancés par l'Agence nationale de la recherche (ANR) et les programmes de recherche PCRD de l'Union européenne, dans la mesure où chaque État-Membre de l'UE contribue à la définition des thématiques de recherche. La DGA et la Direction générale de la police nationale utilisent d'ailleurs depuis plusieurs années le support offert par l'ANR dans le domaine des sciences de l'ingénieur en finançant certaines thématiques particulières de l'agence française. Là encore des clauses particulières de confidentialité pourraient parfaitement être émises.

Afin de favoriser le développement d'une recherche orientée selon les besoins des services, il serait possible de reprendre le modèle des financements de thèse déjà assurés par le ministère de la Défense (DGA – environ 150 thèses par an –, DAS, IRSEM, OED) et en assurant un financement complet. Afin de trouver un support administratif discret, deux solutions s'offrent : celle de la DAS ou celle de l'Académie du renseignement. Ainsi une **convention de partenariat** pourrait être signée entre le support administratif et l'école doctorale. Dans cette convention, des dispositions pourraient prévoir des modalités spécifiques de secret pour les publications du doctorant liées à la thèse pendant la réalisation de la recherche, mais aussi pour les documents classifiés dont le doctorant aurait eu à connaître et qui seraient par ailleurs bien évidemment couverts par une habilitation spécifique au secret. Un référent

scientifique au sein de la structure support s'assurerait par ailleurs au préalable, en accord avec le doctorant et le directeur de la thèse, de la mise en œuvre d'une procédure de sécurisation de tout le processus de recherche, depuis l'accès aux données jusqu'à la soutenance : ces éléments pourraient ensuite être formalisés de façon contractuelle dans la convention.

Afin de protéger les apports issus d'une recherche des mesures légales de protection peuvent être adoptées dans un second temps. La confidentialité de la thèse de doctorat est prévue par l'arrêté du 7 août 2006 : deux articles prévoient que la reproduction et la diffusion de la thèse, que ce soit sous forme papier (article 5) ou sous forme électronique (article 6) soient soumises à une clause de confidentialité. Le cas échéant, il peut donc n'y avoir ni reproduction, ni diffusion et elle doit être décidée par le Président de l'Université qui fixe la durée de la confidentialité. De même le président du jury peut décider de procéder à une soutenance non publique, décision qui doit être validée par le Président de l'Université.

En complément de l'Académie du renseignement et afin de favoriser un esprit commun aux différents analystes des six « services spécialisés » au sens de l'arrêté de 2011, il paraîtrait également utile de mettre en place une revue professionnelle sur le modèle de *Studies in Intelligence*, une revue dont le contenu serait classifié et où les auteurs n'utiliseraient que des pseudonymes. Cette revue leur permettrait d'échanger sur leurs pratiques professionnelles analytiques en s'appuyant sur des études de cas. L'Académie pourrait d'ailleurs avoir la responsabilité de la publication de cette revue et de réunir un comité de rédaction approprié. De même, l'Académie pourrait avoir la responsabilité d'un « *Intellipedia* » classifié, nourri par l'ensemble des services et accessible à eux seuls, à l'image de ce qui existe au sein de la « communauté du renseignement » aux États-Unis. Le principe d'un « *Intellipedia* » commun permettrait de réaliser plusieurs objectifs : une économie de moyens afin d'éviter les redondances dans la constitution des socles de connaissances sur les aires régionales et sur les thématiques des services, une logique collaborative et une saine émulation dans les différents apports de l'encyclopédie et enfin une base commune de travail entre analystes des différents services, élément indispensable à la naissance d'une communauté épistémique.

3.3. ...permettant de mettre en place une authentique formation continue ouverte sur les sciences sociales et sur le monde

Aux **États-Unis**, la formation continue est principalement assurée par les différents services eux-mêmes, mais avec des exigences académiques élevées. C'est la *Defense Intelligence*

Agency (DLA), la moins connue de toutes les agences de renseignement américaine, qui a été la première à mettre en place une telle structure en créant la *Defense Intelligence School*, devenue ensuite *Defense Intelligence College*, puis *Joint Military Intelligence College (JMIC)*, enfin *National Defense Intelligence College (NDIC)* aujourd'hui. La DIA publie par ailleurs une revue professionnelle pour ses analystes, le *Defense Intelligence Journal*. Le NDIC assure la formation continue des personnels avec une visée diplômante, alors que le *Joint Military Intelligence Training Center (JMITC)* créé en 1993 assure une formation interne de courte durée. Les analystes du Pentagone sont par ailleurs fortement soudés par des associations telles que l'*Association of Former Intelligence Officers (AFIO)* et le *National Military Intelligence Association (NMLA)*. En matière d'analyse, le FBI a créé en 2001 un *College of Analytical Studies (CAS)* au sein de la *Police Academy* de Quantico (créée dans l'entre-deux-guerres). Le CAS est un lieu de formation initiale et continue pour les analystes de l'agence fédérale. Il faut également noter qu'il existe une *International Association of Law Enforcement Intelligence Analysis (IALEIA)* créée en 1981 aux États-Unis qui est principalement américaine et même étatsunienne : cette association joue un rôle en matière d'échanges de bonnes pratiques et de certification pour les analystes en renseignement criminel.

L'initiative la plus complète et stimulante a été mise en œuvre par la CIA. Ainsi au sein du *Directorate of Intelligence* a été créé en 2000 la *Sherman Kent School for Intelligence Analysis (SKSLA)* dont l'objectif était d'assurer des cours de tous niveaux pour les analystes, en matière de formation initiale et continue. L'enseignement de la SKSLA porte aussi bien sur l'histoire des agences elles-mêmes (élément présent dans tous les types de formation), les langues, les aspects thématiques (types de menaces...etc.) ou géographiques (les spécialisations régionales) que sur le processus analytique lui-même et c'est là que réside la grande originalité de cette école interne. C'est au sein de la SKSLA que lien entre la recherche et la formation se fait. Ainsi dans cet organisme de la DI un *Career Analyst Program (CAP)* a été mis en place qui assure une cohérence entre les objectifs et le contenu de la formation (Marrin, 2003) : les analystes ne sont pas seulement formés sur leur domaine d'expertise mais ils sont sensibilisés également, au travers d'études de cas, aux biais et à la politisation (cf. partie précédente). Il y a là une remarquable initiative qui montre tout le profit qui est tiré d'un regard critique sur les pratiques professionnelles. Plus récemment (2009) l'ODNI a fait le choix de créer un lieu de formation commun à l'ensemble de la « communauté du renseignement », sous forme d'une *National Intelligence University* qui a pris une forme en partie. Elle délivre des *degrees* en Intelligence du *Bachelor* au *Master*.

Si les formations internes dominent en formation continue, les agences de renseignement se sont penchées également vers la possibilité de mise en place de contacts avec les universités pour la formation continue. Ainsi le NDIC de la DIA a mis en place un programme commun avec la *School of Public Policy* de l'université du Maryland. De 1986 à 2002, les *seniors managers* du *Directorate of Intelligence* de la CIA avaient la possibilité de suivre un programme à la *Harvard University's John F. Kennedy School of Government*. Par ailleurs, le DNI, responsable et coordinateur de la totalité des agences de renseignement aux États-Unis, créé en 2004, joue également un rôle financier par le biais des "*Intelligence Community Centers of Academic Excellence*" qui assurent le financement de bourses dans les collèges pour des formations susceptibles d'être utiles pour de futurs diplômés issus de l'*Intelligence Community*. L'ampleur de l'offre universitaire globale a amené à la création en 2000 l'*International Association for Intelligence Education (IAFIE)* qui est en fait, comme l'*IALEIA*, principalement centrée sur les États-Unis....

Les formations universitaires en **Grande-Bretagne** recourent peu ou prou, logiquement, celle des structures de recherche: en 2012, six universités dispensaient des formations de niveau *master* en *Intelligence*: *University of Wales-Aberystwyth* (avec l'offre la plus riche et la plus diversifiée), *King's College London*, *University of Salford*, *University of Birmingham*, *Brunel University*, *Buckingham University*. Six autres universités britanniques enseignent ces questions au niveau *undergraduate*. Il faut en outre souligner que l'intérêt du gouvernement britannique et de ses « services » pour des formations universitaires en renseignement a été souligné dans le rapport Butler, document déjà cité ici. C'est ainsi que le *Professional Head of Intelligence Analysis (PHIA)* au sein du *Cabinet Office* a été créé comme une conséquence directe du rapport Butler. Le *PHIA* a demandé la création d'un programme de formation, le *King's College Studies Programme* dirigé par un académique, Michael Goodman et un ancien haut fonctionnaire des services et du *JIC*, David Omand. C'est également le *King's College* qui a reçu la charge de mettre en place avec le *Foreign and Commonwealth Office*, le *Cabinet Office* et le *Royal United Services Institute (RUSI)*, un séminaire dans l'esprit des "*lessons identified*": ainsi a eu un lieu en 2010 un événement hybride entre colloque et *case study* intitulé "*Lessons Learnt from the History of British Intelligence and Security*" et qui a ensuite été publié dans le commerce²⁹.

L'idée d'un socle commun de connaissances entre les analystes **en France** n'est pas une idée vraiment nouvelle. Ainsi, un « ancien » officier des services, actif dans l'entre-deux-guerres,

²⁹ . Cf. Rob Dover and Michael Goodman, *Learning from the Secret Past: Cases in British History*, Georgetown University Press, 2011, 288 p.

écrivait-il en 1957 dans le *Bulletin de l'association des anciens des services spéciaux de la défense nationale* dans une langue un peu désuète : « [...] je crois que l'indispensable unité de doctrine doit être recherchée dans une instruction technique de base, commune à tous les services spéciaux, civils et militaires. Ne pensez-vous pas que si – au départ de leur formation – tous nos techniciens étudiaient en commun les lois du Secret comme les principes de la Recherche, s'ils apprenaient à se connaître et à s'estimer, tout en apprenant à connaître l'ennemi, un grand pas serait réalisé dans le sens de la coordination des services spéciaux ? »³⁰. Cette idée est demeurée sans lendemain et l'on peut penser sans courir de risque d'être démenti que cet « ancien » anonyme n'était pas représentatif d'une « société du renseignement » qui, à l'époque, était très fortement clivée. Quoiqu'il en soit, ainsi que nous l'avons montré, la fonction de formation des analystes est entièrement assurée par les agences elle-même, que ce soit au stade de la formation initiale ou continue. Créée en 2010, l'Académie du renseignement – véritable antonyme car elle n'est pas une structure académique – ainsi que le laisse clairement voir la composition de ses instances où il n'y a aucun représentant universitaire³¹, n'a pas modifié la situation. La formation des analystes ne peut rester longtemps encore cantonnée à un modèle clos sur lui-même et méconnaissant l'apport potentiel formidable de l'enseignement supérieur public civil en général et des Universités en particulier. Qui plus est, la France offre des conditions particulièrement intéressantes dans la mesure où la tradition d'enseignement et de recherche en sciences sociales est ancienne et de niveau international.

Pour ce qui est des seules structures travaillant dans le domaine des sciences sociales sur le domaine étranger, on ne peut manquer d'être frappé par leur importance numérique. On peut relever trois grands ensembles : les universités (certaines d'entre elles étant alimentées par des structures UMR du CNRS) ; l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS) qui comprend 47 centres de recherche dont une partie notable concerne le monde non occidental, mais aussi et surtout par le troisième pôle constitué par les 27 instituts français à l'étranger (IFRE) présents dans 37 villes (Afrique, Amérique, Asie et Europe). On relèvera par exemple que la seule École française d'Extrême-Orient (EFEO) possède 17 centres dans 12 pays asiatiques. Tous les IFRE, confrontés depuis toujours à la compétition internationale en matière de recherche, sont marqués par l'excellence. L'ensemble de ces structures peut être un cadre approprié pour le développement de recherches utiles à l'analyse.

³⁰ . « Une grande école des services spéciaux ? », *Bulletin de l'association des anciens des services spéciaux de la défense nationale*, n° 15, juillet-août 1957, p. 27.

³¹ . Cf. le décret n° 2010-800 du 13 juillet 2010 portant création de l'académie du renseignement.

Conclusion

Il paraît important de mettre un terme au développement hors-sol (c'est-à-dire par rapport aux lieux de production des savoirs utilisés par les services) que connaît la « société du renseignement » en France et pour ce faire, de la rapprocher du monde universitaire et ainsi de celui de la recherche. En l'absence d'une « communauté du renseignement » en France, favoriser une « communauté épistémique du renseignement » constituerait une première étape d'intégration des acteurs du renseignement. Mais la « communauté épistémique du renseignement » en France ne pourra pas surgir sans une réforme culturelle du renseignement qui procède d'abord d'un changement de mentalités. Il importe de passer du paradigme réaliste au paradigme savant (cf. 1.1) et pour ce faire aller vers le monde académique. Du côté de l'Université, ce changement à l'égard des « services » est aujourd'hui acquis. Reste l'effort essentiel qui est à faire du côté des services et de leurs structures de gouvernance. Ainsi qu'on l'a vu aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, rien n'a pu se faire sans l'action des services.

L'objectif central est d'améliorer la qualité du renseignement en renforçant le processus analytique et la conscience que les analystes peuvent avoir des multiples distorsions qui l'affectent. Pour ce faire, il faut : (1) que les structures bureaucratiques d'analyse naturellement fondées sur la hiérarchie et la verticalité acceptent le principe de processus de révision de leur production et incorporent l'idée de critiques internes *ex ante* et *ex post* ; d'autre part (2) qu'elles prennent l'initiative de se rapprocher du monde de l'enseignement supérieur et de la recherche.

* Dans un premier temps, plusieurs éléments de gouvernance générale devraient être pris en compte :

- chacun des services concerné par l'enjeu de l'analyse peut faire le choix de nouer ses propres contacts dans des structures universitaires doctorales ou alors ils pourraient faire le choix d'utiliser l'Académie (du renseignement) comme support unique ;
- dans ce dernier cas, il paraîtrait opportun de développer la structure de l'Académie et de l'adapter aux besoins liés à la formation d'une communauté épistémique, en ajoutant, par exemple, un conseil de perfectionnement composé d'universitaires qui seraient les plus à même d'assurer la prise de contact avec le monde universitaire, puis l'établissement des accords ;

- quel que soit le mode opératoire choisi, les services pourraient décider de mutualiser une partie des problématiques de recherche.

* D'autre part, la formation de la communauté épistémique passe par les étapes suivantes :

- lancer des travaux de recherche sur les trois dimensions suivantes : méthodes de l'analyse, études de renseignement/*Intelligence Studies*, travaux appliqués d'analyse stratégique-étude de cas régionaux ;
- utiliser trois types de recherche : des thèses de doctorants, des appels à projets collaboratifs de moyen terme (ANR français, PCRD européens), des EPS ;
- valoriser l'obtention d'un doctorat dans les carrières d'analyste (avancement, responsabilités)
- garantir la confidentialité, voire le secret sur ces travaux, ce qui est parfaitement possible avec les règles juridiques existantes ;
- favoriser l'apparition d'une revue professionnelle classifiée pour les analystes ;

* Enfin, c'est sur les acquis de cette recherche qu'il sera possible de mettre en place une formation directement adaptée aux besoins des analystes, notamment en matière de formation continue. Celle-ci pourrait être partiellement interne et également en partie externalisée dans des structures universitaires liées par exemple aux écoles doctorales déjà sélectionnées.

– Bibliographie

(Classée volontairement par ordre chronologique)

- Sherman Kent, *Strategic intelligence for American world policy*, Princeton, Princeton University Press, 1949, 226 p.
- Sherman Kent, “The Need for an Intelligence Literature”, *Studies in Intelligence*, September 1955, p. 1-11 [reproduit dans Loch K. Johnson (ed.), *Strategic Intelligence. 1. Understanding the hidden side of government*, Wesport, Conn.-London, Praeger Security International, 2007, p. 244-249]
- Richard Betts, « Policymakers and Intelligence Analysts : Love, Hate or Indifference », *Intelligence and National Security*, vol. 3, January 1988, p. 37-51.
- Christopher Andrew, “Historical Research into the British Intelligence Community”, in: R. Gosdon (ed.), *Comparing Foreign Intelligence*, London, Pergamon-Brassey, 1988, p. 43-65.
- Judith M. Fontaine, *Teaching Intelligence in the mid-1990s. A Survey of College and University Courses on the Subject of Intelligence*, National Intelligence Study Center, 1992, 124 p.
- William C. Burris, “The Uses of History in Intelligence Analysis”, *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*, 1993, 6(3), p. 297-301.
- Michael Fry and Miles Hochstein, “Epistemic Communities : Intelligence Studies and International Relations”, *Intelligence and National Security*, vol. 8, n° 3, 1993, p. 14-28.
- Michael Herman, *Intelligence Power in Peace and War*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, 414 p.
- Gerald Haines, “The CIA’s Own Effort to Understand and Document Its Past: A Brief History of the CIA History Program, 1950-1995”, *Intelligence and National Security*, 12, n° 1, January 1997, p. 201-223.
- Barry Buzan (ed.), *Security: A new framework for analysis*, Boulder, Lynne Rienner, 1998, 239 p.
- Richards J. Heuer, *Psychology of Intelligence Analysis*, Center for the Study of Intelligence-CIA, 1999, 184 p.
- Edmund Cohen, “The CIA and the Declassification of History”, *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*, 1999, 12(3), p. 338-345
- Stephen Marrin, “CIA’s Kent School: Improving Training for New Analysts”, *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*, 2003, 16: 4, 609-637
- Stephane Lefebvre, “A Look at Intelligence Analysis”, *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*, vol. 17, n° 2, Summer 2004, p. 231-264.
- Christopher Andrew, “Intelligence analysis needs to look backwards before looking forward”, *History and Policy*, June 2004. <http://www.historyandpolicy.org/papers/policy-paper-23.html>
- AFCEA, *Making Analysis Relevant: It’s More than connecting the Dots*, AFCEA, April 2005, 18 p.
- Philip H.J. Davies, *MI6 and the machinery of spying*, London, Frank Cass, 2006 [1^{re} éd. : 2004], 390 p.
- Mark M. Lowenthal, *Intelligence. From secrets to policy*, Washington, CQ Press, 2006, 334 p.
- Stephen Marrin, and Jonathan D. Clemente, “Modeling an Intelligence Analysis Profession on Medicine”, *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*, 2006, 19-4, p. 642-665.
- Matthew Herbert, “The Intelligence Analyst as Epistemologist”, *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*, 2006, 19-4, p. 666-684.
- Roger Z. George and James B. Bruce (ed.), *Analyzing Intelligence. Origins, Obstacles and Innovation*, Georgetown University Press, 2008, 240 p.
- Simon Chesterman, ‘We can’t spy... If we can’t buy !’: *The Privatization of Intelligence and the Limits of Outsourcing Inherently Governmental Functions*’, July 2008, NYU School of Law, Working paper n° 8-27, 28 p.
- Thomas Fingar, *Reducing uncertainty. Intelligence Analysis and National Security*, Stanford University Press, 2011, 192 p.
- Martin Rudner, “Training and educating US Intelligence Analysts”, *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*, 2009, 22: 1, p. 131-146.

- Carole A. Foryst, “Missing from US Intelligence Analysis: the Concept of “Total US””, *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*, 2009, 22-3, p. 396-420.
- Julian Richards, *The Art and Science of Intelligence Analysis*, Oxford, Oxford University Press, 2010, 208 p.
- Colin A. Wastell, “Cognitive Predispositions and Intelligence Analyst Reasoning”, *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*, 2010, 23-3, p. 449-460.
- Baruch Fischhoff and Cherie Chauvin-Committee on Behavioral and Social Science Research to Improve Intelligence Analysis for National Security (ed.), *Intelligence Analysis. Behavioral and Social Scientific Foundations*, Washington, The National Academies Press, 2011, 338 p.
- Committee on Behavioral and Social Science Research to Improve Intelligence Analysis for National Security, *Intelligence Analysis for Tomorrow.. Advances from the Behavioral and Social Sciences*, Washington, The National Academies Press, 2011, 102 p.
- Olivier Chopin, Bastien Irondelle et Amélie Malissard, *Étudier le renseignement. Etat de l’art et perspectives de recherche*, Études de l’IRSEM, 2011, n° 9, 238 p.
- Nicholas Dujmovic, “Getting CIA History Right: The Informal Partnership Between Agency Historians and Outside Scholars”, *Intelligence and National Security*, volume 26, n° 2-3, April-June 2011, p. 228-245.
- Julian Richards, « Peddling Hard: Further questions about the Intelligence Cycle in the contemporary era », *ISA Annual Convention*, 1st April 2012, 15 p.
- Julian Richards, « Intelligence analysis for the 21st century: skills, tradecraft and training », *Intelligence in the Knowledge Society*, National Intelligence Academy, Bucharest, 19 October 2012, 7 p.
- Stephen Marrin, “Is Intelligence Analysis an Art or a Science?”, *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*, 2012, 25-3, p. 529-545.
- Damien Van Puyvelde, “Public-Private Intelligence relations during the presidency of George W. Bush: the Politics of Reactive Regulation”, *ISA Annual Convention*, 1-4th April 2012 (à paraître)
- Stephen Marrin, “Intelligence Studies Centers: Making Scholarship on Intelligence Analysis Useful”, *Intelligence and National Security*, vol. 27, n° 3, June 2012, p. 398-422.
- Stephen Marrin, “Evaluating the Quality of Intelligence Analysis: By what (Mis) Measure?””, *Intelligence and National Security*, vol. 27, n° 6, December 2012, p. 896-912.
- Jeffrey A. Friedman and Richard Zeckhauser, “Assessing Uncertainty in Intelligence””, *Intelligence and National Security*, vol. 27, n° 6, December 2012, p. 824-847.
- Olivier Chopin et Bastien Irondelle, « Comparaison franco-britannique de la recherche sur les services de renseignements », *Criminologie*, vol. 46, n° 2, 2013, p. 16-41.

– Table des matières

En guise d'introduction : y a-t-il une « communauté du renseignement » en France ?	3
1. La formation historique du travail analytique.....	6
1.1 Les origines universitaires de l'analyse anglo-saxonne et militaire de l'analyse française	6
1.2 Peut-on parler de « corps professionnels » pour les analystes ?	8
2. L'analyse au travail.....	10
2.1 Quand le renseignement défaille : ce que les « biais » disent de l'analyse.....	10
2.2. La nécessité d'une évaluation individuelle et collective de l'analyse avant diffusion.....	13
2.3. La relation complexe de l'analyse avec le décideur politique : illusoire et impossible neutralité.....	15
2.4. L'idéal de l'analyse	19
3. Comment faire naître une réelle « communauté épistémique » d'analyse du renseignement en France ?	22
3.1. La nécessité d'une réflexion professionnelle critique sur l'analyse et d'une recherche sur le renseignement... ..	22
3.2. ...ainsi que la valorisation de dispositifs d'encouragement à la recherche nécessaires pour l'analyse.....	25
3.3. ...permettant de mettre en place une authentique formation continue ouverte sur les sciences sociales et sur le monde	28
Conclusion	32
– Bibliographie	34
– Table des matières	36